



**PRÉFÈTE
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°

20260699

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

ARRÊTÉ N°

**portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral d'autorisation
n° 14/00448 du 13 mars 2014 modifié autorisant la société des Eaux de Volvic
à exploiter une usine d'embouteillage d'eaux minérales et d'eaux aromatisées
sur le territoire des communes de Volvic et d'Enval**

La préfète du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement et en particulier ses articles R. 181-46 et R. 181-45 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 14/00448 du 13 mars 2014 modifié autorisant la Société des Eaux de Volvic à exploiter une usine d'embouteillage d'eaux minérales et d'eaux aromatisées sur le territoire des communes de Volvic et d'Enval ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°20241849 du 07/11/2024 modifiant l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral n°20250693 du 28/04/2025 autorisant au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement, le prélèvement dans la ressource en eau pour l'usage d'embouteillage d'eau minérale naturelle à partir des ouvrages F2 et F4, d'eau minérale aromatisée à partir des ouvrages F3 et F5 (dit OPTIMUM) et pour la consommation humaine à partir de l'ouvrage F6 et actant l'arrêt du forage F1 de la société des eaux de Volvic (SEV) situés sur la commune de VOLVIC ;

Vu le porter à connaissance du 13/01/2025 dit OPTIMUM et les compléments apportés le 26/05/2025 ;

Vu le porter à connaissance du 20/05/2025 dit Biomasse ;

Vu le porter à connaissance du 23/09/2025 dit stockage Migeon ;

Vu le porter à connaissance du 20/03/2026 d'actualisation des rubriques, corrigé le 08/04/2026 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 09/04/2026 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 13 avril 2026 à la connaissance du demandeur ;

Vu la réponse du pétitionnaire, en date du 20/04/2026 émettant une observation sur le projet d'arrêté ;

Vu l'avis du Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques émis lors de sa réunion du 24 avril 2026 ;

Considérant que le site bénéficie d'une autorisation environnementale ;

Considérant que les différentes modifications portées à la connaissance du préfet n'augmentent pas significativement les nuisances et dangers du site et améliorent notablement l'utilisation rationnelle de l'eau ;

Considérant que le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme,

ARRÊTE

Article 1 - Objet

La Société des Eaux de Volvic, SIRET n°395 780 059 00014 dont le siège social est situé ZI du Chancet 63530 VOLVIC, doit respecter pour son établissement situé à la même adresse, les dispositions du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 susvisé sont modifiées suivant les dispositions du présent arrêté.

Article 2 - Modifications

Article 2.1 - Classement des installations

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 susvisé est remplacé par le suivant :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2661-1.a)	A	Transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant > 70t/j	Injection et soufflage sur Chancet Nature Soufflage sur Chancet Fruit	310 t/j
3642-2	A	Traitement et transformation, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production à 300 tonnes de produits finis par jour	Fabrication de boissons aromatisées	4138 t/jour
1510-2b	E	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts. Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 900 000 m³	Un groupe d'IPD indépendant de 3 013 t Gare – Magasin - Chancet 1	757 130 m³ dont environ 24 000 m³ de stockage
1510-2c	DC	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts. Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 900 000 m³	Un groupe d'IPD indépendant de 1015 t Chancet 2 hors usine (S13, S14, PF1 à PF5)	27 080 m³

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2662-1	E	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Granulés PET en silo sur l'usine Nature	1 510 m ³ de PET en silos
2921-a)	E	Installations de refroidissement évaporatif d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle. La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW.	14 TAR – 9 circuits	26 337 kW
1185-2.a)	DC	Emploi de gaz à effet de serre fluorés dans des équipements frigorifiques. La quantité cumulée de fluide est supérieure à 300 kg.	Plusieurs appareils utilisant des fluides de type R410, R32, R134a et R448	3 521 kg
1414-3	DC	Installations de remplissage au gaz inflammable liquéfié de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	3 postes de remplissage des chariots élévateurs au GPL	
1532-2 b	D	Dépôt de Bois sec ou matériaux combustibles analogues. Le volume susceptible d'être stocké étant compris entre 1000 et 20 000 m ³	Environ 50 000 palettes stockées sur des zones dédiées (hors 1510) et stockage de 270 m ³ de biomasse en silo	10 114 m ³
2663-2 b	D	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur ou égal à 1 000 m ³ mais inférieur à 10 000 m ³	Stockage de préformes sur Chancet 2 (en-cours de production)	3 570 m ³
2910-A.2	DC	Installation de combustion La puissance thermique maximale étant comprise entre 1 et 20 MW	Une chaufferie sur Chancet 1 à trois chaudières de puissance respective de 1253, 3873 et 2325 kW fonctionnant au gaz naturel, techniquement non raccordables avec la chaufferie de Chancet 2	7,45 MW
2910-A.2	DC	Installation de combustion La puissance thermique maximale étant comprise entre 1 et 20 MW	Une chaufferie sur Chancet 2 à quatre chaudières de puissance respective de 4160 ; 4020, 5360 kW et 2,37 MW techniquement non raccordables avec la chaufferie de Chancet 1 Les deux premières chaudières peuvent fonctionner soit au fioul domestique soit au gaz naturel, la troisième fonctionnant exclusivement au gaz naturel, et la quatrième fonctionnant exclusivement au bois.	15,91 MW
2925-1	D	Ateliers de charge d'accumulateurs	Atelier de charge sur l'usine Chancet 1	200 kW
4130-2 b	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.	Acide nitrique 58 % : 3,6 tonnes	6,2 tonnes

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
		2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Horolith FL Pur : 2,6 tonnes	
4331-3	DC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	Arômes et alcools	51,8 t
4441-2	D	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t		24,1 t
4718-2	DC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant : 2. Pour les autres installations : b. Supérieure ou égale 6 t mais inférieure à 50 t	10,8 t de GPL sur Chancet 1 (réservoir de 21 m³) 5,15 t de GPL sur Chancet 2 (réservoir de 11,75 m³) Bouteilles de propane (13 kg) : 390 kg	16,34 t
4735-1. b)	DC	Ammoniac. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t	Refroidissement des installations à l'aide d'ammoniac liquide uniquement présent dans la salle des machines dédiée	1045 kg

Régime : A (autorisation), E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique) et D (déclaration)

Article 2.2 - Situation de l'établissement

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 susvisé est remplacé par :

« Les installations autorisées sont situées sur la commune et parcelles suivantes :

Commune	Parcelles
Volvic	Section ZI, parcelles n° 47, 73, 74, 80, 219, 252, 284, 288, 291, 339, 376 et 399 Section ZK, parcelle n° 539
Enval	section ZC, parcelles n°330, 331, 781, 808, 811, 815, 816, 832 et 876

Article 2.3 - Consistance des installations autorisées

La première ligne de l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 susvisé est remplacée par :

« La surface totale des terrains est d'environ 425 000 m². »

Article 2.4 - Conduits et installations raccordées

Le tableau de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 susvisé est remplacé par le suivant :

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance	Combustible
N° 1	Chaudière 1	4,16 MW	Gaz naturel et fuel domestique
N° 2	Chaudière 2	4,02 MW	Gaz naturel et fuel domestique
N° 3	Chaudière 3	5,36 MW	Gaz naturel

N° 6	Chaudière 6	3,873 MW	Gaz naturel
N° 8	Chaudière 8	2,325 MW	Gaz naturel
N° 9	Chaudière 9	2,37 MW	Biomasse

Article 2.5 - Conditions générales de rejet

Le tableau de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 susvisé est remplacé par le suivant :

	Hauteur	Diamètre	Vitesse minimale d'éjection
Conduit N° 1	17 m	0,6 m	5 m/s
Conduit N° 2	17 m	0,6 m	5 m/s
Conduit N° 3	17 m	0,7 m	5 m/s
Conduit N° 4	13 m	0,325 m	5 m/s
Conduit N° 6	13 m	0,51 m	5 m/s
Conduit N° 8	16 m	0,55 m	5 m/s
Conduit N° 9	27,5 m	0,55 m	6 m/s

Article 2.6 - Conditions de rejet à l'atmosphère, valeurs limites et suivi des rejets

Le contenu de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 susvisé est remplacé par le suivant :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- ✓ à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- ✓ à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n° 1 à 8 (Gaz de combustion)	Conduit n° 9 (Gaz de combustion)
Concentration en O ₂ de référence	3%	6 %
Poussières	-	15
SO ₂ *	-	200
NO _x *	100 ^{a,b}	300
CO*	100	250
COVNM*	-	50
Dioxines et furanes	-	0,1 ng I-TEQ/Nm ³

* NO_x : Oxydes d'azote (NO + NO₂) exprimés en équivalent NO₂

* CO : Monoxyde de carbone

* COVNM : composés organiques volatils hors méthane (exprimés carbone total)

a 150 si fuel domestique

b 200 si fuel domestique et moins de 1 500 heures par an

Article 2.7 - Auto surveillance des émissions atmosphériques

Le contenu de l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 susvisé est remplacé par le suivant :

L'exploitant fait effectuer au moins tous les deux ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure dans les gaz rejetés à l'atmosphère, pour chacun des 7 conduits, des paramètres figurants dans le tableau ci-dessous :

Fréquence minimum de mesure	Conduit n° 1 à 8 (Gaz de combustion)	Conduit n° 9 (Gaz de combustion)
Débit	Tous les 2 ans	Tous les 2 ans
Concentration en O ₂	Tous les 2 ans	Tous les 2 ans
Poussières	-	Tous les 2 ans
SO ₂ *	-	Tous les 2 ans
NO _x *	Tous les 2 ans	Tous les 2 ans
CO*	Tous les 2 ans	Tous les 2 ans
Dioxines et furanes	-	Tous les 2 ans

Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation. A cette occasion, les teneurs en composés organiques volatils (hors méthane) sont déterminées pour la chaudière n°9 (Biomasse).

Article 2.8 - Chauffage

Les articles 9.1.1 à 9.1.3 et le chapitre 9.2 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 susvisé sont abrogés.

Article 2.9 - Déchets

Le tableau de l'article 5.1.8 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 susvisé est remplacé par :

Nature du déchet	Niveaux de gestion admis
Bouteilles PET	1
Préformes PET	1
Bouchons, Films étirables et divers plastiques	1
Papiers et cartons	1
Casiers plastiques	1
Ferrailles	1
Papiers bureaux	1
D.I.B. mélangés	3
Déchets réfectoires	3
Cartouches d'encre – toners	2
Déchets de laboratoire	3
Encres et solvants usagés	2
Huiles de vidange	1
Déchets et graisses récupérés	2
Tubes néons	2
Piles	2
Batteries	1
Dessicant des granulés de PET	2
Déchets d'infirmerie	2
Déchets d'acide sulfurique	2
Déchets contenant de la soude	2
Alcool éthylique usé (95%)	2
Boues des séparateurs hydrocarbures	2
Base organique (P3 stéril)	2
Solvants non halogénés (alcool éthylique, asorel)	2
Acide organique (Algucid 879)	2
Base minérale (soude)	2
Huiles solubles	2
Produits de laboratoire réactifs	2
Produits de laboratoire très réactifs	2
Bidons vides d'hypochlorite de sodium	1
Bouteilles vides de soude	1
Bouteilles vides de peroxyde	1
Bouteilles vides acide nitrique	1
Arômes neufs non utilisés	2
Bouteilles et bidons d'arômes vides	1
Peroxyde	2
Phytop sanitaire	2

Nature du déchet	Niveaux de gestion admis
Eau souillée d'hydrocarbure	2
boues issues de l'unité de traitement	1
Boues de traitement de l'eau minérale	3
Divers matériaux souillés d'hydrocarbure	2
Palettes usagées	1
Matières plastiques	1
Bidons PEHD	1
Déchets de cantines en mélange	3
Cendres sous foyer	1
Cendres volantes	3

Article 2.10 - Effluents rejetés

Article 2.10.1 - Valeurs limites d'émissions

L'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 est remplacé par le suivant :

« Article 4.3.9 Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

Paramètre	Code SANDRE	Valeur limite
MEST*	1305	100 mg/l
DCO*	1314	300 mg/l
Hydrocarbures totaux*	7009	10 mg/l

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 2 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

- ✓ débit maximal 2400 m³/j
- ✓ concentrations et flux maximaux (sur eaux non décantées) selon le tableau suivant :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration moyenne sur 24 h consécutives (en mg/l)	Flux sur 24 h consécutives (en kg/j)
MEST	1305	100	240
DBO5	1313	375	900
DCO	1314	750	1800
Arsenic	1369	0,05	0,06
N global	1551	20	40
Pt	1350	8	9,6
Hydrocarbures	7009	4	9,6
Zinc	1383	0,8	1,9
Cuivre	1392	0,15	0,3
Chrome	1389	0,1	0,2

* DCO : Demande chimique en oxygène (détermination suivant la norme AFNOR T90-101)

* DBO5 : Demande biochimique en oxygène en 5 jours (détermination suivant la norme EN ISO 5815-1-)

* MEST : Matières en suspension totales (détermination suivant la norme NF EN 872)

* N global : Azote Kjeldahl - azote organique et ammoniacal - (détermination suivant la norme NF EN 12260 ou NF EN ISO 11905-1)

* Pt : Phosphore Total (détermination suivant la norme NF EN ISO 6878 ou NF EN ISO 15681-1 et -2 ou NF EN ISO 11885)

* pH : Potentiel hydrogène (détermination suivant la norme NF EN ISO 10523) »

Article 2.10.2 - Autosurveillance

L'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 est remplacé par le suivant :

« Article 4.3.10 Auto surveillance des eaux résiduaires

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre pour les 2 points de rejets suivants :

- 1) avant le traitement interne des eaux industrielles
- 2) en sortie du traitement interne avant raccordement sur le réseau d'assainissement de l'usine Chancet 1 (rejet n° 2)

Eaux industrielles		
Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure
pH	En continu	-
Température	En continu	-
Débit	En continu	-
DCO	Sur prélèvement 24 heures	Hebdomadaire
MES	Sur prélèvement 24 heures	Mensuelle
DBO5	Sur prélèvement 24 heures	Mensuelle
Azote Global	Sur prélèvement 24 heures	Mensuelle
Azote Kjeldahl	Sur prélèvement 24 heures	Mensuelle
Phosphore total	Sur prélèvement 24 heures	Mensuelle
Chlorures	Sur prélèvement 24 heures	Mensuelle

Les mesures externes sont réalisées selon une fréquence minimale suivante :

PARAMÈTRES	FRÉQUENCE
DCO	1 fois / semestre
DBO ₅	1 fois / semestre
MES	1 fois / semestre
Azote Global	4 fois / an
Azote Kjeldahl	4 fois / an
Phosphore total	4 fois / an
Métaux totaux	1 fois / trimestre
AOx	1 fois / semestre
HAP et PCB	1 fois / semestre
Zinc et ses composés	1 fois / trimestre
Cuivre et ses composés	1 fois / trimestre
Chrome et ses composés	1 fois / trimestre
Arsenic et ses composés	1 fois / trimestre
Hydrocarbures totaux	1 fois / semestre

Pour le zinc, le cuivre, le chrome, l'arsenic et leurs composés, la limite de quantification à atteindre par les laboratoires est de 10 µg/l.

Pour les eaux pluviales rejetées dans le Chancet, la périodicité des analyses est la suivante :

	Type de suivi	Périodicité de la mesure
pH	En continu	-
Température	En continu	-
Débit	En continu	-
DCO	Sur prélèvement 24 heures	Mensuelle

MES	Sur prélèvement 24 heures	Semestrielle
DBO5	Sur prélèvement 24 heures	Trimestrielle
Azote Global	Sur prélèvement 24 heures	Semestrielle
Azote Kjeldahl	Sur prélèvement 24 heures	Semestrielle
Phosphore total	Sur prélèvement 24 heures	Semestrielle
Métaux totaux	Sur prélèvement 24 heures	Semestrielle
AOX	Sur prélèvement 24 heures	Semestrielle
Hydrocarbures totaux	Sur prélèvement 24 heures	Semestrielle
HAP et PCB	Sur prélèvement 24 heures	Semestrielle

»

Article 3 - Délais et voies de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative du tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- 2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur (Madame la préfète du Puy-de-Dôme) et au bénéficiaire de la décision (Société des Eaux de Volvic, ZI du Chancet 63530 VOLVIC), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4 - Notification et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la Société des Eaux de Volvic et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

Article 5 - Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera également adressée à la sous-préfète de Riom et aux maires des communes de Volvic et d'Enval.

Clermont-Ferrand, le

30 AVR. 2026

La préfète

Anne FRACKOWIAK-JACOBS

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'A' followed by a horizontal stroke and a small loop at the end.